****

**LA NOTE CONCEPTUELLE**

**SUR LA CRÉATION DE L’ ASSOCIATION ISLAMIQUE**

**DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE (IFPA)**

Introduction

1. Le développement des agro-industries compétitives est crucial pour générer des emplois et générer des revenus dans la majorité des États membres de l'OISA, étant donné que plus de 52% des populations de l'OCI et même de l'OISA vivent dans des zones rurales et dépendent de l'agriculture. Potentiellement, l'agro-industrialisation présente des opportunités et des avantages précieux pour les pays de l'OCI, en termes de processus globaux d'industrialisation et de développement économique, de performances à l'exportation, de sécurité et de qualité des aliments. Cependant, le plein potentiel des agro-industries en tant que moteur du développement économique n'a pas encore été réalisé dans de nombreux pays de l'OCI. Ce potentiel pourrait être utilisé avantageusement pour atteindre plusieurs objectifs, tels que l'augmentation des revenus des agriculteurs, l'industrialisation rurale, l'emploi rural, des produits de meilleure qualité pour les consommateurs et même l'élimination des pertes après récolte. Ce dernier problème a continué de poser un grave problème au développement socio-économique des États membres de l'OISA.

2. Pour résoudre ces problèmes, le Forum sur le développement des industries agroalimentaires dans les États membres de l'OCI a été organisé à Kampala, en Ouganda, les 11 et 12 octobre 2011. Le Forum a recommandé, entre autres questions, la création d'une association agro-industrielle qui favoriserait l'agroalimentaire et une approche de la chaîne de valeur pour le développement agricole dans les pays de l'OCI.

La justification de la création de l'IFPA

3. Dans le cadre des différentes démarches de l'OCI sur la prévention des pertes après récolte et la mise au point d'un mécanisme intra-OCI pour le développement d'une chaîne de valeur du secteur agro-alimentaire, une réunion consultative s'est également tenue à Mascate, Sultanat d'Oman, le 14 Mai 2013.

4. Les recommandations du forum tenu en Ouganda ont principalement porté sur les points suivants :

* Renforcer les investissements intra-OCI dans le secteur de la transformation agro-alimentaire et créer un fonds dédié au développement agro-industriel dans le cadre des guichets de financement existants de la BIsD pour le développement agricole;
* Les gouvernements devraient encourager la création de plates-formes pour la participation populaire à la défense de la politique agricole et l’accès aux fonds d’investissement par la création de coopératives d’agriculteurs et de communautés agricoles formelles analogues;
* S'attaquer aux contraintes d'intrants agricoles inadéquats en vulgarisant le micro-leasing et des mécanismes de financement similaires;
* Assurer que les institutions de recherche, de vulgarisation, d’éducation et d’agriculture offrent des compétences qui répondent aux besoins des communautés agricoles, y compris la nécessité du transfert de ces technologies, qui sont appropriées et adaptées aux conditions et aux réalités de la population agricole;
* Effectuer une étude approfondie sur les modalités de création d'une association agro-industrielle au sein du système de l'OCI et déterminer les activités et priorités spécifiques du partenariat public-privé entre les différentes parties prenantes au sein du système de l'OCI pour la promotion du développement agro-industriel;
* Soutenir la recherche qui renforcera le développement des industries agroalimentaires dans les États membres de l'OCI; et
* Développer des mécanismes efficaces pour promouvoir l'accès au crédit et aux marchés dans le cadre du système de préférences commerciales de l'OCI (SPC-OCI).

5. De même, la réunion consultative de Mascate sur cette question :

- a examiné les diverses présentations faites sur les activités liées au mandat de l’association proposée. Ils ont particulièrement mis l'accent sur la nécessité d'un solide soutien du secteur privé pour les divers programmes et activités de l'OCI;

- a pris note du projet de statut de l'Association des industries agroalimentaires et a remercié les États membres suivants qui ont pu faire part de leurs précieux commentaires et de leurs retours sur le projet de correspondance et d'autres correspondances sur la question: Afghanistan, Azerbaïdjan, Bangladesh , Cameroun, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Niger, Oman, Pakistan, Qatar, Arabie Saoudite, Sénégal, Soudan, Turquie et Émirats arabes unis; et

- a formulé d’autres observations sur le projet de statut et a recommandé qu’il soit largement diffusé afin que les autres parties prenantes puissent formuler leurs observations et enrichir son contenu. Le Secrétariat général a pris note avec satisfaction des observations utiles et détaillées sur le projet de statut formulées par les délégués de l'Arabie saoudite et du Soudan.

6. Ayant eu un débat animé et un examen approfondi du rapport de base, du projet de statut et des exposés, la réunion a formulé les recommandations suivantes:

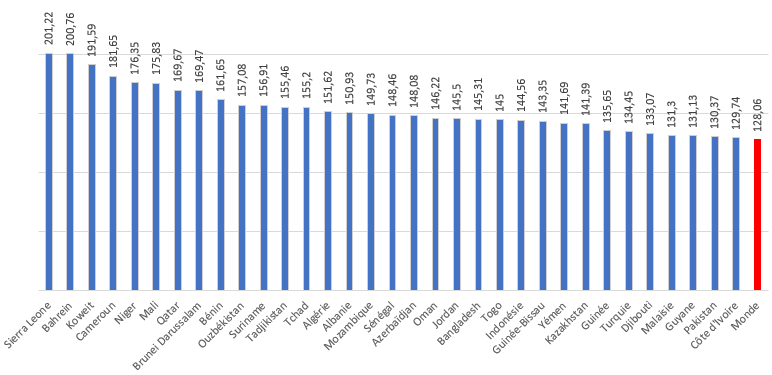
- Poursuivre les efforts déployés par le Secrétariat général pour assurer que les objectifs énoncés dans le projet de statut de l'Association soient atteints.

- Etablir immédiatement un groupe de courrier électronique parmi les parties prenantes pour enrichir le projet de statut et planifier les activités futures.

- Traiter les problèmes critiques de transfert de technologie, de recherche et de mise en réseau des entités du secteur privé en vue d'accroître la productivité et la compétitivité des États membres de l'OCI dans le domaine des agro-industries.

**Pertes et les gaspillages alimentaires**

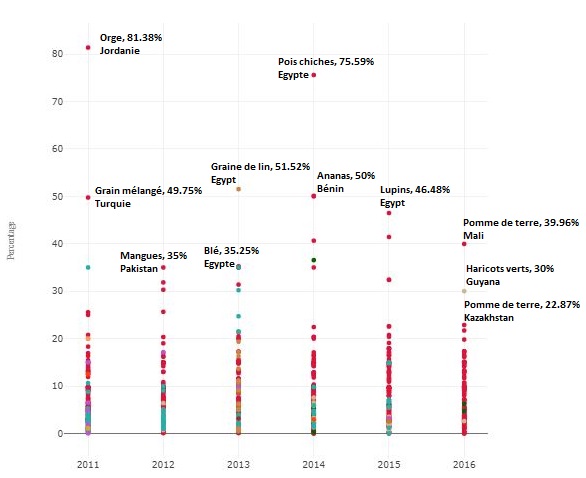
Les pertes et le gaspillage alimentaires augmentent considérablement dans le monde, tandis que beaucoup souffrent de la faim et de la malnutrition. Chaque année, les pertes et le gaspillage de nourriture représentent 1,3 milliard de tonnes, soit un tiers des aliments produits dans le monde pour la consommation humaine, ce qui suffirait à nourrir 3 milliards de personnes. Le rapport SOFA (State of Food and Agriculture) 2019 a déterminé que la perte de nourriture se produit souvent dans les endroits où la faim est la plus courante.

Tableau 1. Indice de production alimentaire; 2016

*Source: Base des données de la Banque mondiale*

La production alimentaire de la moitié des Pays Membres de l'OCI en 2016 était supérieure à la moyenne mondiale. Cependant, la part des populations des Pays Membres de l'OCI classées comme sous-alimentées par rapport au total mondial est passée de 17% en 1990-1992 à 21% en 2014-2016. Selon les données de FAOSTAT, le niveau moyen de perte de nourriture dans les pays de l'OCI pour 2011-2016 reste au niveau de 18-20%. Par exemple, en 2011 la Jordanie a perdu 81,38% d'orge ; en 2014 l'Égypte a enregistré la perte la plus élevée de 75,59% de pois chiches secs et, en 2016 le Mali a perdu 39,96% de sa récolte de pommes de terre. Ces données se concentrent sur les pertes alimentaires qui se produisent uniquement de la production jusqu'au (et non compris) le stade de la vente au détail.

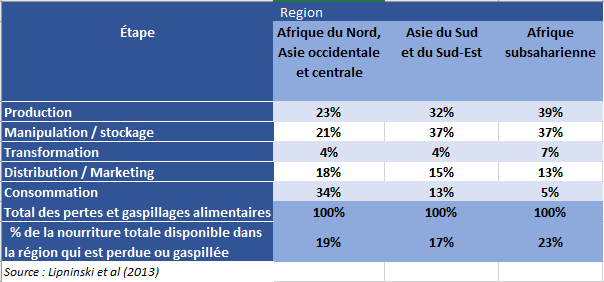
Tableau 2. Pourcentage de pertes alimentaires par valeur de la production nationale dans les pays de l'OCI



*Source: Base des données du FAOSTAT*

Les pertes et gaspillages se produisent à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ou de la chaîne de valeur. Lipinski et al. (2013, «Réduire les pertes et gaspillages alimentaires») a fourni des estimations des pourcentages de pertes alimentaires aux cinq étapes de la chaîne alimentaire pour trois régions du monde où les pays membres de l'OCI sont situés, sur la base du rapport de Gustavsson et al (2011).

Tableau 3. Estimations des pertes / déchets alimentaires par stade de la chaîne alimentaire



Selon les études, dans les pays en développement, une grande partie des pertes et gaspillages alimentaires se produisent au stade de la production et de la transformation en raison d'une mauvaise gestion et du manque d'infrastructures appropriées, les transformateurs alimentaires, les fabricants sont généralement absents ou sous-développés.

Dans les pays à revenu intermédiaire et élevé, les gaspillages alimentaires sont générés principalement au stade de la consommation - d'énormes quantités de nourriture sont jetées en raison du non-respect des normes de qualité, des dates d'expiration, ainsi que des habitudes des clients d'acheter des produits plus que ils peuvent consommer.

**Transformation alimentaire**

Comme le montre le tableau 2, la transformation alimentaire présente le pourcentage de pertes le plus faible. La transformation des aliments est un moyen efficace d'assurer la qualité et la sécurité des produits périssables. La mise en conserve, la pasteurisation, la transformation des fruits et légumes en produits séchés / déshydratés, jus, concentrés, confitures et purées et la stérilisation, ainsi que les technologies d'emballage, contribuent à augmenter la durée de conservation des produits, réduisant ainsi les pertes et les déchets dans la chaîne (Langelaan et al., 2013). De même, la transformation des aliments présente également l'avantage d'améliorer la digestibilité, la biodisponibilité des nutriments et de l'énergie, le goût, l'apparence, la sécurité, le stockage et la distribution.

Sur la base de l'analyse SESRIC dans son rapport 2016, les niveaux de productivité dans la transformation des aliments dans la plupart des pays sont supérieurs à la moyenne manufacturière, ce qui en fait l'un des secteurs économiques les plus efficaces des pays membres. Cela identifie également le secteur agroalimentaire comme l'une des plus grandes activités industrielles dans les pays à revenu faible et intermédiaire en termes de valeur ajoutée.

Tableau 4. Productivité dans les industries agroalimentaires et manufacturières

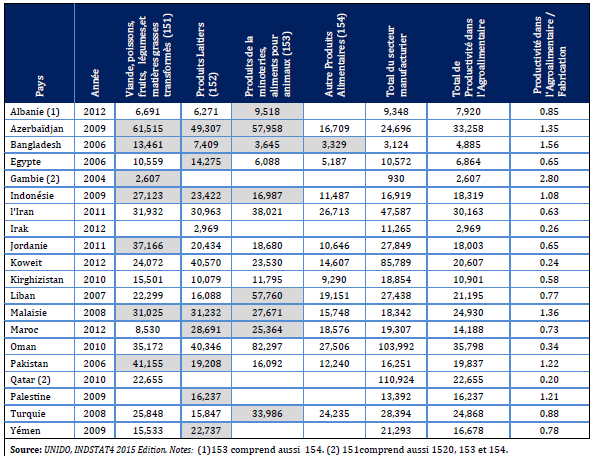
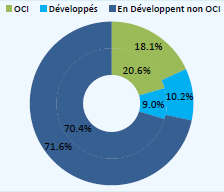
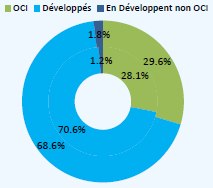
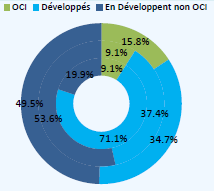


Tableau 5. Production Ago-Industrielle Primaire et Transformée dans les Pays de l'OCI

Coton par rapport huile de coton Olives par rapport huile d'olive Lait total par rapport fromage et beurre

Des études sur des produits spécifiques montrent que les pays de l'OCI n'ont pas la capacité de transformer tout ce qu'ils produisent déjà et ne bénéficient pas de valeur ajoutée dans la transformation des produits agricoles.

Les cercles extérieurs présentent la part des produits primaires et les cercles intérieurs présentent la part des produits transformés. Alors que les pays de l'OCI produisent 18,1% de graines de coton, ils représentent 20,6% de la production totale d'huile de coton. D'un autre côté, les pays de l'OCI en tant que groupe semblent perdre leur part dans la transformation des olives et des produits laitiers. Alors qu'ils représentent 29,6% de la production totale d'olives, ils ne représentent que 28,1% de l'huile d'olive, de même, les pays de l'OCI représentent 15,8% de la production totale de lait, ils ne représentent que 9,1% de la production de fromage et de beurre dans le monde.[[1]](#footnote-1).

**Développement de la chaîne de valeur du secteur agroalimentaire**

Pour la plupart des produits agricoles dans les Pays Membres de l'OCI, les chaînes de valeur restent majoritairement locales et ne s'étendent pas aux marchés internationaux. L'un des principaux problèmes pour la promotion des chaînes de valeur agricoles dans les pays de l'OCI est le manque de normes pour la sécurité et la qualité des aliments ou le faible niveau de conformité aux normes. L'hétérogénéité des normes de qualité des aliments empêche les producteurs d'entrer sur le marché international. En dehors de cela, les Pays Membres de l'OCI ont une infrastructure agricole relativement faible, en particulier en termes d'installations de stockage et de moyens de transport, ce qui entraîne des coûts élevés et des pertes post-récolte élevées, et entrave l'accès des petits exploitants au marché. Le raccourcissement de la chaîne entre les agriculteurs et les utilisateurs finaux réduira les pertes de nourriture à la ferme et augmentera l'argent que les producteurs reçoivent pour les produits à mesure que les intermédiaires sont éliminés, le temps de détérioration est réduit et les risques potentiels de déversements et d'infestations sont réduits.

**Commerce et investissement intra-OCI dans le secteur de la transformation agro-alimentaire**

Les coûts commerciaux entre les pays membres de l'OCI sont inférieurs aux coûts commerciaux entre l'OCI et les autres pays en développement, mais nettement plus élevés que les coûts commerciaux entre l'OCI et les pays développés. Malgré les efforts considérables déployés par les États membres, le Secrétariat général de l'OCI et ses institutions pour promouvoir le commerce intra-OCI et réduire les goulots d'étranglement, de nombreux obstacles subsistent. Selon la dernière étude réalisée par le CIDC, les difficultés rencontrées par les entreprises exportatrices sont liées aux services douaniers (76%), puis aux aspects logistiques et juridiques avec 33% chacun. Cependant, contre la croyance commune, les problèmes financiers ne sont mentionnés que dans 10% des cas[[2]](#footnote-2).

**Table ronde des milieux d'affaires**

Les partenariats public-privé peuvent favoriser l'innovation, étendre les meilleures pratiques pour améliorer la production et créer des liens de marché importants à un niveau international plus large. Les partenariats public-privé peuvent mettre en commun les ressources et régir la chaîne de valeur mondiale, y compris la réglementation, les tarifs et la fiscalité, les incitations économiques, l'apprentissage et l'information et le soutien organisationnel.

À cette fin, une Table ronde des milieux d'affaires est proposée pour sensibiliser toutes les parties prenantes des États membres de l'OCI à la création de l'Association Islamique de Transformation Alimentaire (IFPA), qui doit servir de pont entre les autorités étatiques et le secteur privé, en les unissant pour promouvoir la sécurité alimentaire et la transformation des aliments, augmentant ainsi la productivité de la chaîne alimentaire.

Les chambres de commerce et d'industrie, les associations agro-industrielles, les groupes de fabricants de produits alimentaires et les entreprises privées devraient examiner et discuter du Projet de Statut / Articles de l'IFPA, des défis et des objectifs de l'Association, y compris les questions suivantes :

1) identification des membres potentiels de l'Association ;

2) définition des objectifs spécifiques de l'Association ;

3) préparation de la première réunion de l'Assemblée Générale de l'Association, y compris l'élection du Président, du Conseil Executif et des membres de l'Association ;

4) appel aux organes de l’État et aux organisations publiques et privées à aider à:

* identifier les lacunes dans les connaissances et les informations sur les niveaux et les causes spécifiques des pertes alimentaires à la ferme pour les principales cultures et produits alimentaires;
* la promotion des études d'évaluation des pertes alimentaires pour les cultures et les aliments d'origine animale les plus intéressants pour les Pays Membres de l'OCI;
* évaluer leurs chaînes d'approvisionnement alimentaire locales et déterminer quand et où investir directement pour mieux connecter les agriculteurs aux acheteurs;
* réduire la chaîne d'approvisionnement des produits grâce à la commercialisation directe auprès des transformateurs ou des consommateurs, réduisant ainsi le nombre d'intermédiaires impliqués, pour aider les agriculteurs à se connecter aux chaînes de valeur formelles;
* développer des mesures antiparasitaires intégrées, l'assainissement et l'hygiène, l'utilisation d'indices de maturité, une récolte et une manipulation en douceur, un bon séchage des racines et des tubercules ou le séchage des céréales, des légumineuses et des graines oléagineuses, l'utilisation de conteneurs de protection et fournir de l'ombre ou du refroidissement pendant les retards après la récolte.

**Langues**

La Table ronde se déroulera dans les trois langues officielles de l'OCI car des efforts seraient faits pour assurer l'interprétation simultanée

**Document final**

La Table ronde devrait examiner le Projet de Statut / Articles de l'IFPA et identifier les principaux acteurs de l'industrie agro-industrielle en tant que membres potentiels de l'Association, les organismes de soutien des secteurs public et privé, la recherche pertinente et la communauté scientifique, ainsi que faire des recommandations à tous les OCI Les pays membres doivent aider à promouvoir les activités de l'Association.

**Le Secretariat**

**Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire**

**Nour-Soultan, République du Kazakhstan**

1. Agriculture et sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI, SESRIC, 2016 [↑](#footnote-ref-1)
2. Rapport annuel du CIDC sur le commerce entre les États membres de l'OCI, 2017 [↑](#footnote-ref-2)